

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Influences financières dans le ministère Herriot (*Dupleix*). — Les bases du Léninisme (*Suite*) (*Staline*). — L'Italie actuelle (*Nicola Bombacci*). — Le problème des Cellules d'usines (*Jean*). — Pourquoi on a réuni la Commission des Experts (*R. Louzon*). — La transformation de l'anar-

chisme syndicaliste espagnol (*J. Maurin*). — Les beautés de la civilisation française (*Nguyen-Ai-Quac*). — Les décisions du XIII^e Congrès du P. C. R. — Le cas Souvarine devant l'Exécutif élargi. — L'opinion des militants : Après les élections (*Henri Barré*).

Influences financières dans le Ministère Herriot

Deux Excellences d'affaires

Le gouvernement que vient de constituer M. Herriot est en grande partie composé de politiciens radicaux-socialistes. Cependant, il a choisi comme ministre des Finances M. Clémentel, financier et gros capitaliste d'affaires, dont la venue au pouvoir a été fêtée par toute la presse capitaliste et aussi par les organes défendant les intérêts du *Comité des Forges*, dont l'influence après les dernières élections semblait devoir être amoindrie.

M. Clémentel est un des hommes politiques français qui se trouvent avoir été le plus étroitement en contact, depuis la fin de la guerre, avec les principaux représentants des grandes places financières étrangères : New-York, Amsterdam, Londres, Rome, etc.

Il occupe depuis 1920 les fonctions de membre et a été même président de la *Chambre de Commerce Internationale*, organisme qui a réuni, dans divers Congrès internationaux depuis 1920, les hommes les plus en vue des Etats-Unis, de Grande-Bretagne, de France, d'Italie, de Belgique, des Pays-Bas, du Danemark, de la Suède, etc.

M. Clémentel, en dehors des relations qu'il possède avec les magnats internationaux, siège dans quelques Conseils d'administration :

A la *Société des Etablissements Bergougnan*, capital 50 millions de francs, qui s'occupe de fabrication d'objets en caoutchouc, pneus d'automobiles, etc. ;

Administrateur de la *Société de Constructions Electriques de Charleroi* (Belgique), capital 80 millions de francs. Cette société se trouve sous le contrôle de la *Société Générale de Belgique* de Bruxelles. Cette banque est alliée et est représentée dans la *Banque de l'Union Parisienne* de Paris, par M. Jean Jadot, son gouverneur, qui siège aux côtés de M. Clémentel dans le Conseil d'administration de la *Société de Constructions Electriques de Charleroi*.

La *Banque de l'Union Parisienne* est la banque des magnats du *Comité des Forges* de France et du *Comité des Houillères*, les Schneider, les de Wendel, les Darcy.

Le dernier ministre des Finances de M. Poincaré fut M. François-Marsal, choisi pour présider

le dernier ministère qu'il envoya devant le Parlement avant sa chute en signe de défi.

On sait que M. François-Marsal était l'agent direct de la *Banque de l'Union Parisienne* et du *Comité des Forges* au gouvernement de la République.

Son remplacement par M. Clémentel, allié dans une importante affaire à la *Société Générale de Belgique*, elle-même alliée de la *Banque de l'Union Parisienne*, montre que cette dernière banque et les magnats de la métallurgie et des houillères de France dont elle représente les intérêts, ont encore un représentant dans le gouvernement du Bloc des Gauches, comme ils en avaient un dans le gouvernement du Bloc national de M. Poincaré.

Cependant, M. Clémentel n'est pas uniquement lié au clan de la *Banque de l'Union Parisienne*, si nous dégageons la signification de sa présence au Conseil d'administration de la *Société d'Industrie Minière et Agricole Montecatini* (Italie).

Cette société, qui a un capital de 200 millions de lire, est la plus puissante entreprise de produits chimiques d'Italie.

Elle possède des mines de pyrites, des fabriques d'acide sulfurique, des mines de soufre, des fabriques de sulfate de cuivre, produit indispensable pour le traitement de la vigne qui est une des principales cultures de l'Italie, du sud de la France et de l'Afrique du Nord ; elle possède des fabriques d'acide azotique, de superphosphates employés comme engrais, d'ammoniaque synthétique, etc.

Cette importante entreprise de produits chimiques se trouve sous le contrôle de la *Banca Commerciale Italiana* de Milan, alliée dans différentes affaires financières et industrielles à la *Banque de Paris et des Pays-Bas* de Paris, qui, l'année dernière, avec l'aide de cette banque milanaise, enleva à la *Banque de l'Union Parisienne* et la *Société Générale de Belgique*, le contrôle de la *Compagnie Internationale des Wagons-Lits et des Grands Express Européens*, qu'elle détenait depuis plus de vingt ans.

Le choix de M. Clémentel constitue, de la part de M. Herriot, une habileté, en ce sens que le nouveau ministre des Finances, possédant des intérêts personnels dans des affaires se trouvant, les

unes sous le contrôle de la *Banque de l'Union Parisienne*, les autres sous le contrôle de la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, constituera ainsi un trait d'union entre ces deux banques rivales, dont l'une, la première, soutenait le Bloc National, et l'autre, le Bloc des Gauches.

En dehors de M. Clémentel, il y a une autre personnalité du ministère Herriot sur laquelle notre attention s'est trouvée attirée. C'est celle de M. Léon Meyer, maire du Havre, à qui a été confié le portefeuille de sous-secrétaire d'Etat à la Marine marchande.

M. Léon Meyer représente le type le plus accompli de l'arriviste parlementaire avide de se tailler le plus vite possible une situation de premier plan dans le monde politique.

Jusqu'à l'année dernière, il n'était que maire du Havre. A l'occasion des grèves qui soulevèrent les ouvriers des *Trefileries du Havre*, vaste entreprise métallurgique qui se trouve sous le contrôle des Schneider, M. Léon Meyer observa à l'égard de la classe ouvrière havraise une attitude des plus équivoques.

Cette grande grève qui dura près de deux mois, coûta la vie à cinq prolétaires, fusillés par les gendarmes du gouvernement Poincaré pour le service du *Comité des Forges*. M. Léon Meyer ne possède pas encore de fiche financière, mais il est vice-président du *Comité Républicain du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture*, dit *Comité Mascuraud*.

Dans ce comité se coudoie le mélange le plus curieux de politiciens de gauche et d'hommes d'affaires influents qui ont besoin de faire défendre leurs intérêts au Parlement et au gouvernement.

Le nouveau sous-secrétaire d'Etat à la Marine Marchande rencontre, dans le comité de direction du *Comité Mascuraud*, John Dal Piaz.

John Dal Piaz est le président de la *Compagnie Générale Transatlantique* qui assure les relations maritimes entre la France et le continent américain, et possède un monopole de fait par suite de l'appui dont elle jouit dans les divers gouvernements qui se succèdent au pouvoir.

John Dal Piaz, fut de plus chargé, il y a deux ans, par le *Comité des Armateurs de France*, qui groupe les magnats des compagnies de navigation, de négocier avec le gouvernement Poincaré, l'achat de la flotte d'Etat.

Cette flotte qui avait été créée à grands frais pendant la guerre pour assurer le ravitaillement du territoire et des armées françaises, fut vendue aux principaux armateurs, groupés dans une société à la tête de laquelle se trouvait John Dal Piaz, pour la somme dérisoire de 136 millions de francs. Cette flotte avait coûté 1.170 millions de francs.

Nul doute que M. Léon Meyer ne continue envers les richissimes compagnies de navigation la politique suivie par ses prédécesseurs au gouvernement.

La déclaration ministérielle

Tout d'abord Herriot déclare que la remise en état des *régions dévastées* doit être continuée jusqu'à complet achèvement.

Le gouvernement Poincaré avait dû, par suite de la crise financière, diminuer de façon sensible les crédits destinés aux régions dévastées, dont actuellement les travaux de reconstruction sont arrêtés.

Il faut rappeler que la liquidation du pro-

gramme de reconstruction exige la somme formidable de 28 milliards de francs.

Au point de vue *impôts*, on nous avait promis qu'il serait établi un nouvel aménagement des impôts directs de façon à atténuer les charges créées par les impôts de consommation.

Mais voilà que M. Herriot a déjà changé d'opinion à propos de l'*impôt sur le capital* qui fut un des tremplins électoraux du Bloc des Gauches.

Il sait bien que l'application de cet impôt sur la fortune acquise entraînerait une évasion en masse des capitaux et une nouvelle dégringolade du franc qui aurait pour conséquence la chute de son ministère.

Comme le cabinet de gauche veut garder le pouvoir, il cédera à la pression des magnats de la finance et de l'industrie.

Quant à la diminution des *impôts de consommation*, elle rejoindra le projet d'impôt sur le capital.

La lourde charge des impôts indirects continuera à peser sur les masses travailleuses, tandis que les capitalistes seront tranquilisés sur le sort de leurs fortunes.

La réduction de la dette flottante sera entreprise « en offrant au public la faculté de souscrire, le moment venu, à une large opération de consolidation ».

M. Herriot fait bien de parler de cet essai de consolidation *au moment venu*, car une telle opération risquera de rencontrer peu de succès auprès du public qui est naturellement défiant vis-à-vis des titres d'emprunt d'Etat.

La rente 3 % qui au pair vaut 100 francs, cote actuellement un peu plus de 50 francs, depuis de longs mois déjà. La rente 5 % 1915-1916 émise à 100 francs, cote 67,80 ; la rente 4 % 1917, émise à 100 francs, cote un peu plus de 50 francs, et ainsi de suite pour la plupart des titres d'emprunt d'Etat.

Les obligations 6 % du *Crédit National* pour la reconstruction des régions dévastées, émises à 470 francs en janvier 1924, cotent actuellement 450 et 448 francs.

Les quelques exemples que nous donnons ci-dessus, permettent de constater combien sont problématiques les espérances de M. Herriot sur la *consolidation de la dette flottante*, et le financement de la reconstruction des régions dévastées, en faisant appel à l'épargne publique.

Peut-être le gouvernement envisage-t-il la consolidation de la dette publique en imitant le Directoire qui, pendant la dernière période de la Révolution française, supprima les deux tiers de la dette publique pour consolider le dernier tiers.

C'est là évidemment un procédé dont M. Herriot ne pourrait essayer l'exécution sans soulever contre lui les classes moyennes et paysannes dont les capitaux ont été en grande partie convertis en valeurs d'Etat ou autres valeurs similaires.

Pour la question de la reprise des *relations avec la Russie*, la déclaration gouvernementale s'exprime ainsi : « Nous préparons dès maintenant la reprise des relations normales avec la Russie dans les conditions que nous impose le respect des traités. Avant d'adopter la formule qui doit ménager l'intérêt français, nous avons besoin de prendre certaines précautions et de rassembler des informations que nous avons commencé à recueillir. »

Le passage relatif à la Russie est donc plein de réticences et enveloppé d'obscurité.

Le politicien radical qui préside actuellement le gouvernement français n'échappe pas plus que ses prédécesseurs à l'influence des financiers et des industriels français qui espèrent profiter de la reconnaissance de la Russie soviétique en repre-

nant une partie des entreprises minières, métallurgiques ou autres dont ils possédaient le contrôle en Russie sous le régime tsariste.

On ne doit pas s'attendre à ce que sur cette question M. Herriot fasse preuve d'initiative personnelle. Il fut toujours incapable dans le cours de sa vie politique de prendre nettement ses responsabilités ; c'est un éternel hésitant dont le talent oratoire constitue la principale, sinon l'unique qualité.

A propos des relations franco-russes, il faut rappeler ici les déclarations troublantes de M. Paul Painlevé dont les gaffes ne se comptent plus.

Interrogé par un correspondant du *New-York Times* sur la reprise des relations entre la France et la Russie, M. Painlevé envisageait la reconnaissance de la Russie comme certaine.

D'après lui, deux méthodes se trouvent en présence sur cette question :

Reconnaissance immédiate suivie de négociations financières ;

Négociations financières suivie de la reconnaissance des Soviets.

M. Painlevé se déclare partisan de la seconde méthode.

A propos des dettes de guerre et d'avant-guerre, M. Painlevé déclare :

« Les Etats-Unis, qui ont toujours repoussé les offres de négociation des Soviets, accepteraient-ils que nous leur donnions en garantie de notre dette, les concessions pétrolières ou minières que la Russie insolvable nous accorderait en échange de la remise de notre créance ?

« *J'estime que vis-à-vis de la Russie comme envers l'Allemagne, il importe d'établir un front unique diplomatique, seule garantie de la paix du monde.* »

M. Painlevé en faisant de telles déclarations (qu'il s'empessa de démentir le lendemain de leur publication dans la presse parisienne) a dû sans doute répéter ce qu'il avait entendu dire dans les sphères dirigeantes du Bloc des Gauches qui se trouvent en relations avec la *Banque de Paris et des Pays-Bas*.

La *Banque de Paris et des Pays-Bas* marche en France, alliée dans la *Standard Franco-Américaine*, avec le puissant trust pétrolier américain *Standard Oil*.

Quant au front unique diplomatique à opposer à la Russie, ne se conjuguerait-il pas aux efforts combinés des deux trusts mondiaux de pétrole *Standard Oil et Royal Dutch Shell* afin d'accaparer le contrôle des richesses pétrolières et minières russes ? Ils viennent d'ailleurs de conclure un accord à ce sujet.

Rappelons que le président de la Conférence des Ambassadeurs, organisme interallié, est Jules Cambon, ex-ambassadeur de France à Berlin, vice-président de la *Banque de Paris et des Pays-Bas* et président de sa filiale de Vienne, la *Banque des Pays de l'Europe Centrale*.

Ces deux organisations financières exercent déjà le contrôle d'une partie des richesses naturelles et industrielles de l'Europe Centrale. Avec l'appui des *magnats du Pétrole et du gouvernement de gauche de M. Herriot, toute cette tourbe de gros capitalistes espère participer au pillage de la Russie, comme elle a déjà participé au pillage de l'Europe Centrale.*

Les déclarations de Painlevé dévoilent, en partie, les intentions des magnats de la Finance Internationale envers la Russie, et M. Herriot ne sera que trop disposé à seconder leurs efforts.

• DUPLEIX.

LES BASES DU LENINISME

La Dictature du Proletariat (suite)

La dictature du prolétariat, domination du prolétariat sur la bourgeoisie

Ce que nous avons dit montre déjà que la dictature du prolétariat ne consiste pas simplement dans le fait de changer les personnes qui sont au pouvoir, de changer le « cabinet » tout en laissant intact l'ancien ordre de choses économique et politique. Les mencheviks et opportunistes de tous les pays, qui craignent la dictature comme le feu et en remplacent la conception par celle de « conquête du pouvoir », réduisent ordinairement la conquête du pouvoir au changement du « cabinet », à l'apparition d'un nouveau ministère composé d'hommes comme Scheidemann et Noske, Mac Donald et Henderson. Point n'est besoin de démontrer que de tels changements de cabinet n'ont rien de commun avec la dictature du prolétariat, avec la conquête du pouvoir véritable par le prolétariat. Avec la conservation de l'ancien état de choses bourgeois, le gouvernement des Mac Donald et des Scheidemann servira à voiler les monstruosité de l'impérialisme ; il ne sera qu'un instrument entre les mains de la bourgeoisie contre le mouvement révolutionnaire des masses opprimées et exploitées. De tels gouvernements sont nécessaires au capital en tant que paravent lorsqu'il lui est

malséant, désavantageux ou difficile d'opprimer et d'exploiter ouvertement les masses. Certes, leur apparition est symptomatique : elle montre que les affaires vont mal chez les capitalistes, mais ils n'en restent pas moins, sous une forme voilée, des gouvernements du capital. Du gouvernement Mac Donald ou Scheidemann à la conquête du pouvoir par le prolétariat, il y a aussi loin que de la terre au ciel. La dictature du prolétariat n'est pas un changement de ministère, mais un nouvel Etat avec de nouveaux organes centraux et locaux, l'Etat du prolétariat, qui surgit sur les ruines de l'ancien Etat de la bourgeoisie.

La dictature du prolétariat ne naît pas de l'état de choses bourgeois, mais de sa destruction après le renversement de la bourgeoisie, de l'expropriation des propriétaires fonciers et des capitalistes, de la socialisation des instruments et des moyens essentiels de production, du développement de la révolution prolétarienne par la violence. La dictature du prolétariat est le pouvoir révolutionnaire s'appuyant sur la violence contre la bourgeoisie.

L'Etat est, entre les mains de la classe dominante, une machine pour l'écrasement de la résistance de ses ennemis de classe. *Sous ce rapport*, la dictature du prolétariat ne se distingue pas de la dictature d'une autre classe quelconque, car l'Etat prolétarien est une machine pour l'écrasement de la bourgeoisie. Mais, différence fonda-

mentale. Alors que tous les Etats de classe qui ont existé jusqu'à présent ont été la dictature de la minorité exploitrice sur la majorité exploitée, la dictature du prolétariat, elle, est la dictature de la majorité exploitée sur la minorité exploitrice.

Brièvement parlant, la dictature du prolétariat est la domination du prolétariat sur la bourgeoisie, domination non limitée par la loi, s'appuyant sur la violence et jouissant de la sympathie et de l'appui des masses laborieuses et exploitées. (*L'Etat et la Révolution.*)

De là, deux déductions essentielles :

Première déduction. — La dictature du prolétariat ne peut être la démocratie « intégrale », la démocratie pour tous, pour les riches et pour les pauvres ; elle « doit être un Etat démocratique, mais uniquement pour le prolétariat et les non-possédants ; un Etat dictatorial, mais uniquement contre la bourgeoisie... » (*L'Etat et la Révolution.*) Les discours de Kautsky et consorts sur l'égalité universelle, la démocratie pure, parfaite, ne sont que des phrases bourgeoises voilant l'inadmissibilité d'une égalité entre les exploités et les exploités. La théorie de la démocratie « pure » est celle de l'aristocratie ouvrière apprivoisée et entretenue par les pillards impérialistes. Elle a été élaborée pour couvrir les plaies du capitalisme, farder l'impérialisme et lui conférer une force morale dans sa lutte contre les masses exploitées. En régime capitaliste, il n'y a pas et ne peut pas y avoir de libertés véritables pour les exploités, car les locaux, les typographies, les entrepôts de papier, etc., nécessaires pour l'utilisation de ces libertés, sont le monopole des exploités. En régime capitaliste, il n'y a pas et il ne peut pas y avoir de participation véritable des masses exploitées à l'administration du pays parce que, dans les pays les plus démocratiques, les gouvernements sont instaurés non pas par le peuple, mais par les Rothschild et les Stinnes, les Rockefeller et les Morgan. En régime capitaliste, la démocratie est une démocratie capitaliste ; c'est la démocratie de la minorité exploitée basée sur la limitation des droits de la majorité exploitée et dirigée contre cette majorité. Ce n'est que sous la dictature du prolétariat que sont possibles les libertés véritables pour les exploités et la participation réelle des prolétaires et des paysans à l'administration du pays. Sous la dictature du prolétariat, la démocratie est prolétarienne ; c'est la démocratie de la majorité exploitée, basée sur la limitation des droits de la minorité exploitée et dirigée contre cette minorité.

Deuxième déduction. — La dictature du prolétariat ne peut pas être le résultat du développement pacifique de la société et de la démocratie bourgeoises ; elle ne peut être que le résultat de la destruction de la machine étatique de l'armée, de l'appareil administratif et de la politique bourgeoises.

« La classe ouvrière ne peut se borner à s'emparer d'une machine gouvernementale toute faite et à la mettre en mouvement pour ses propres buts. (Marx et Engels : *Préface à la Guerre civile.*) La révolution prolétarienne ne doit pas, comme on l'a fait jusqu'à présent, transmettre la machine militaire bureaucratique d'une main dans une autre, mais la briser... Telle est la condition indispensable de toute révolution populaire véritable sur le continent. » (Marx : *Lettre à Kugelmann.*)

La restriction de Marx relative au « continent » a fourni aux opportunistes et aux mencheviks de tous les pays un prétexte pour déclarer que Marx

admettait la possibilité de la transformation pacifique de la démocratie bourgeoise en démocratie prolétarienne, tout au moins pour quelques pays (Angleterre, Amérique). Marx, en effet, admettait cette possibilité pour l'Angleterre et l'Amérique de 1860, où le capitalisme monopolisateur et l'impérialisme n'existaient pas encore, et où le militarisme et le bureaucratisme n'étaient encore que très peu développés. Mais, maintenant, la situation dans ces pays a changé radicalement, l'impérialisme y a atteint son apogée, le militarisme et la bureaucratie y règnent et, par suite, la restriction de Marx n'a plus de raison d'être.

« Maintenant, en 1917, à l'époque de la première grande guerre impérialiste, cette restriction de Marx tombe d'elle-même. L'Angleterre et l'Amérique, qui jusqu'à présent, par suite de l'absence de militarisme et de bureaucratisme, étaient dans le monde entier les derniers et les plus importants représentants de la « liberté » anglo-saxonne, ont roulé maintenant dans la boue sanglante des institutions militaires et bureaucratiques qui se subordonnent tout, qui compriment tout. Maintenant, en Angleterre et en Amérique, la condition préalable de toute révolution véritablement populaire est le *bris*, la destruction de la machine gouvernementale. » (*L'Etat et la Révolution.*)

En d'autres termes, la destruction de la machine gouvernementale bourgeoise est la condition indispensable de la révolution prolétarienne, la loi fatale du mouvement révolutionnaire des pays impérialistes.

Certes, si plus tard le prolétariat triomphe dans les principaux pays capitalistes et que l'encerclement capitaliste actuel fasse place à l'encerclement socialiste, la voie « pacifique » du développement est parfaitement possible pour certains pays où les capitalistes, devant la situation internationale « défavorable », jugeront rationnel de faire eux-mêmes des concessions sérieuses au prolétariat. Mais cette supposition ne concerne que l'avenir lointain et problématique. Pour l'avenir prochain, elle n'a absolument aucune raison d'être.

C'est pourquoi Lénine a raison de dire que :

« La révolution prolétarienne est impossible sans la destruction violente de la machine gouvernementale bourgeoise et son remplacement par une nouvelle. » (*La révolution prolétarienne.*)

Le pouvoir soviétique, forme étatique de la dictature du prolétariat

Le triomphe de la dictature du prolétariat, c'est l'écrasement de la bourgeoisie, la destruction de son appareil gouvernemental, le remplacement de la démocratie bourgeoise par la démocratie prolétarienne. Voilà qui est clair. Mais quelles sont les organisations qui permettront de venir à bout de ce travail colossal ? Il est évident que les anciennes formes d'organisation du prolétariat qui se sont constituées sur la base du parlementarisme bourgeois ne sauraient y suffire. Quelle est donc la nouvelle forme d'organisation du prolétariat susceptible non seulement de briser cette machine gouvernementale et de remplacer la démocratie bourgeoise par la démocratie prolétarienne, mais aussi de devenir la base du pouvoir étatique prolétarien ?

Cette nouvelle forme d'organisation du prolétariat, c'est les Soviets.

En quoi consiste la force des Soviets comparativement aux anciennes formes d'organisation ?

En ce que les Soviets sont les organisations de masse les plus vastes du prolétariat, car seules elles englobent tous les ouvriers sans exception.

En ce que les Soviets sont les *seules* organisations englobant tous les opprimés et exploités : ouvriers et paysans, soldats et matelots : et que, par suite, la direction politique de la lutte des masses par leur avant-garde, le prolétariat, peut y être le plus facilement et le plus complètement réalisée.

En ce que les Soviets sont les *organes les plus puissants* de la lutte révolutionnaire des masses, de leurs interventions politiques, de leur insurrection, les organes les plus capables de briser l'omnipotence du capital financier et de ses satellites politiques.

En ce que les Soviets sont les organisations *directes* des masses elles-mêmes, c'est-à-dire les organisations *les plus démocratiques* et, partant, celles qui ont le plus d'autorité parmi les masses, qui leur facilitent le plus la participation à l'organisation et à l'administration du nouvel Etat, qui développent au maximum leur énergie révolutionnaire, leur initiative, leurs facultés créatrices dans la lutte pour la destruction de l'ancien régime et l'instauration du nouveau régime prolétarien.

Le pouvoir soviétiste est l'unification des soviets locaux en une organisation étatique générale qui est la République des soviets.

Avec le pouvoir soviétiste, les organisations les plus vastes et les plus révolutionnaires des classes opprimées auparavant par les capitalistes et les seigneurs terriens sont maintenant « l'appui permanent et unique de tout le pouvoir étatique, de tout l'appareil gouvernemental ». Les masses auxquelles « dans les républiques les plus démocratiques » la loi confère l'égalité intégrale et qui, « par différents moyens et manœuvres, sont évincées en réalité de la participation à la vie politique et ne peuvent jouir de leurs droits et libertés démocratiques, participent maintenant de façon permanente, décisive à l'administration démocratique de l'Etat. » (Lénine, *Œuvres*, t. XVI.)

Voilà pourquoi le pouvoir soviétiste est une *nouvelle forme* d'organisation étatique différant essentiellement de l'ancienne forme démocratique et parlementaire bourgeoise, un nouveau type d'Etat adapté non pas à l'exploitation et à l'oppression des masses laborieuses, mais à leur affranchissement intégral, à l'œuvre de la dictature du prolétariat.

Lénine a raison de dire que l'avènement du pouvoir soviétiste « a marqué le terme du parlementarisme démocratique bourgeois, le début d'une nouvelle ère de l'humanité : l'ère de la dictature prolétarienne ».

En quoi consistent les traits caractéristiques du pouvoir soviétiste ?

En ce que le pouvoir soviétiste est, de toutes les organisations étatiques possibles tant que subsistent les classes, celle qui a le caractère de masse le plus prononcé, celle qui est le plus démocratique. En effet, permettant l'alliance et la collaboration des ouvriers et des paysans exploités dans leur lutte contre les exploités et s'appuyant dans son travail sur cette alliance et collaboration, il est par là même le pouvoir de la majorité de la population sur la minorité, l'Etat de cette majorité, l'expression de sa dictature.

En ce qui le pouvoir soviétiste est la plus internationaliste de toutes les organisations étatiques de la société de classes, car, supprimant toute oppression nationale et s'appuyant sur la colla-

poration des masses laborieuses de nationalités différentes, il facilite par là-même l'union de ces masses en un Etat unique.

En ce que le pouvoir soviétiste, par sa structure, facilite la direction des masses opprimées et exploitées à leur avant-garde, le prolétariat représente l'élément le plus complet et le plus conscient des soviets. « L'expérience de tous les mouvements des classes opprimées, l'expérience du mouvement socialiste mondial nous apprend que, seul, le prolétariat est capable de grouper les différentes couches retardataires de la population laborieuse exploitée et de les mener à sa suite. (Lénine : *Œuvres*, t. XVI.) Or, la structure du pouvoir soviétiste facilite l'application des enseignements de cette expérience.

En ce que le pouvoir soviétiste, réunissant le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif en un seul organe et remplaçant les circonscriptions électorales territoriales par des circonscriptions (fabriques et usines) basées sur le principe de la production, relie par là-même directement les ouvriers et les masses laborieuses aux appareils gouvernementaux et leur apprend l'administration du pays :

En ce que le pouvoir soviétiste seul est capable de soustraire l'armée au commandement bourgeois et de la transformer, d'instrument d'oppression du peuple, en instrument de son affranchissement du joug de la bourgeoisie indigène et étrangère :

En ce que « seule l'organisation soviétiste de l'Etat peut détruire immédiatement et définitivement l'ancien appareil administratif et juridique bourgeois ». (Lénine : *Œuvres*, t. XVI.)

En ce que, seul, l'Etat soviétiste, permettant la participation constante des organisations des travailleurs à la gestion des affaires publiques, est capable de préparer cette disparition progressive de l'Etat, à laquelle tend naturellement le développement de la société communiste. Ainsi donc, la République des Soviets est la forme politique, si longtemps cherchée, dans le cadre de laquelle doit se réaliser l'émancipation économique du prolétariat, le triomphe complet du socialisme.

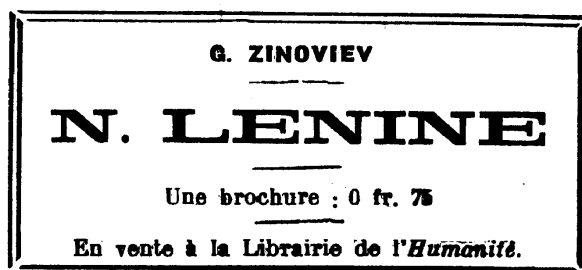
La Commune de Paris a été l'embryon de cette forme. Le pouvoir soviétiste en est le développement et le parachèvement.

Voilà pourquoi Lénine dit que :

« La République des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans est non seulement un type plus élevé d'institution démocratique, mais aussi la forme susceptible d'assurer la réalisation la plus indolore du socialisme. » (*Thèses sur l'Assemblée Constituante.*)

(A suivre.)

STALINE.



L'ITALIE ACTUELLE

Régénération nationale ? Non, Corruption ! Les luttes intestines du « Fascio »

L'abcès va-t-il crever ?

L'enlèvement en plein jour, en pleine Rome, à deux pas de Montecitorio, d'un leader de l'opposition démocratique — le secrétaire du Parti Socialiste Unitaire (réformiste) Matteotti — qui, précisément, se rendait à la Chambre pour y divulguer, preuves à l'appui, de bizarres affaires de pétroles auxquelles se trouvent mêlés plusieurs hommes d'Etat fascistes ; la mystérieuse disparition de Matteotti ; son assassinat probable ; les démissions du secrétaire d'Etat à l'Intérieur Finzi et du chef du Bureau de la Presse de Mussolini, Cesare Rocca ; l'inculpation et la fuite désinvolte du directeur du *Corriere Italiano*, Filippoli ; la brusque découverte, au cœur du fascio et du gouvernement italien de toute une mafia occulte de corrupteurs, de corrompus et d'assassins ; ne sont-ce pas autant de symptômes indéniables de la gangrène du régime institué par Mussolini ?

Deux années ne sont pas encore révolues depuis la « révolution » fasciste et déjà le régime de la « régénération nationale » nous apparaît comme une sorte de Bas-empire financier.

L'article ci-dessous a été écrit avant l'assassinat de Matteotti. Son intérêt actuel n'en est que plus grand. Il donne d'utiles indications sur l'état du fascio avant la crise ouverte par ce nouveau crime.

LA REDACTION.

Comme on pouvait le prévoir les élections législatives n'ont pas affermi le fascio. Au contraire.

Les ambitions de petits potentats provinciaux fascistes élevés à la députation ne connaissent pas de mesure. Avant même que la session parlementaire se fût ouverte ces ambitions avaient causé tant de discordes et d'intrigues scandaleuses que Mussolini, alors en voyage en Sicile, revint précipitamment à Rome, mettre de l'ordre dans son parti. Le résultat de ses efforts fut l'exclusion du leader de l'opposition « révisionniste » Maximo Rocca (1).

C'est l'occasion de rappeler que depuis la marche sur Rome de l'automne 1922 les fascistes se sont divisés en deux tendances dites « sauvage » et « légaliste ». Les « sauvages » professent le mépris de la légalité et le culte — pratique — de la violence ; les « légalistes » professent que le fascio au pouvoir doit avoir un respect exemplaire de la loi. Maximo Rocca était le leader des « légalistes ». Mussolini, surtout préoccupé de garder le pouvoir le plus étendu manœuvrer les deux tendances, les ménageant et les contenant tour à tour.

Le premier conflit entre les deux tendances éclata avant les élections. Mussolini parut un moment pencher pour Rocca. Mais les « sauvages » avaient la majorité dans le parti. Rocca, exclu pour trois mois, fut contraint d'opérer une retraite stratégique.

(1) Maximo Rocca n'est autre que l'ancien militant anarchiste Libero Tancredi. La divulgation des appointements qu'il touchait lui-même en qualité de grand dignitaire du parti et du pouvoir fasciste a fait scandale.

N. d. l. R.

Six mois plus tard, en l'absence de Rome de Mussolini, la lutte recommençait avec la plus grande acuité. Les révisionnistes exigeaient, en même temps qu'une nouvelle politique, la démission du ministre des Finances. Leur campagne était manifestement dirigée contre la Banque Commerciale, accusée d'exploiter la puissance politique du fascisme dans des buts financiers. Les révisionnistes furent battus et Rocca définitivement exclu. S'il s'était borné à s'en prendre aux « sauvages » sans s'attaquer au ministre des Finances et à la Banque Commerciale il aurait gagné la partie. Rocca avait commis en outre la faute de s'allier à Razzi, qui a la réputation d'être un aventurier politique et combat depuis longtemps le ministre des Finances et la Banque Commerciale. Mussolini ne voulant pas (et peut-être ne pouvant pas) guerroyer avec les plus puissants des établissements financiers dut sacrifier Maximo Rocca.

Rocca touchait à la « morale politique ». Les accusations formulées contre les ministres Stefani et Torre d'être au gouvernement les représentants de la haute finance et de la grosse industrie, peuvent être avec autant de raison adressées à bien d'autres leaders fascistes. Aussi fallait-il exécuter promptement l'accusateur.

Mais la tâche reste sur le fascio. En chassant du parti l'accusateur on n'a pas blanchi les accusés. Bien des gens insistent auprès de Mussolini pour qu'il fasse la lumière sur les touchés combinés financiers et politiques dont on parle dans tous les milieux. Une enquête serait fort dangereuse. Mussolini ne la fera pas. Il préfère écraser le révisionnisme.

A l'ouverture de la session parlementaire le socialiste Modigliani a dû protester énergiquement contre les provocations policières de certains « sauvages ». Ceux-ci avaient délégué dans les travées de l'extrême gauche quatre des leurs, afin de surveiller les députés de l'opposition. La majorité à tout faire du fascio a estimé que ses membres avaient le droit de s'installer dans l'hémicycle où bon leur semble...

Une autre nouveauté parlementaire a été la tentative de constituer un groupe de députés appartenant aux corporations syndicales fascistes. Ce groupe a pour chef le secrétaire général des corporations L. Rossoni.

Cet acte d'indiscipline a provoqué divers commentaires. On a dit que le nouveau groupe, désapprouvé par l'ensemble du parti, avait l'appui discret de Mussolini auquel il serait destiné à faciliter une évolution vers la gauche « travailliste » dirigée par Buozzi.

Le groupe parlementaire fasciste est tout aussi divisé que le fascio entier. Quelques hommes y voudraient sincèrement défendre les travailleurs. La grande majorité défend ouvertement, avec succès, les intérêts des classes possédantes.

Sait-on pourquoi, le jour du discours du trône, Mussolini fit prescrire aux députés fascistes de paraître devant le roi en habit ? Pour bannir de la Chambre les chemises noires en passe de devenir presque subversives...

L'organisation des étudiants *Pour la Liberté ac-*

quiert de l'importance. La majorité des étudiants est contre le fascisme. Les leaders du *fascio* ne peuvent être indifférents à ce fait. C'est précisément dans la jeunesse des écoles que le *fascio* rencontra autrefois les premières sympathies agissantes.

Les violences, la corruption, l'esprit de lucre des fascistes indignent la jeunesse qui passe à l'opposition. Puissent les partis de la classe ouvrière ne pas répéter à l'égard de ces belles forces de la jeunesse les erreurs de 1920 ! Les étudiants peuvent servir non seulement la cause de la liberté mais aussi celle de la révolution prolétarienne.

Mentionnons encore un symptôme de décomposition interne du fascisme : les profondes discordes entre cheminots fascistes. Une véritable ré-

volte s'est produite parmi ces travailleurs. Les ouvriers se sont insurgés contre leurs chefs, à la suite de l'établissement d'un nouveau barème des salaires et traitements. Alors que les salaires des employés subalternes étaient abaissés de 150 à 200 lires par mois, les fonctionnaires supérieurs étaient augmentés jusqu'à 400 et 500 lires. On a vu les travailleurs du rail embrigadés par le *fascio* défendre leurs intérêts de classe et parler de grève. Le ministre des Transports a promis de réviser les salaires et de corriger les erreurs commises. C'était bien la peine pour en arriver là, pour amener les cheminots « fascistes » à entrer en rébellion ouverte, de licencier 40.000 cheminots rouges !

Nicola BOMBACCI.

Le Problème des Cellules d'Usines

(Extrait d'un Projet de brochure)

Les cellules d'usines et l'éducation des camarades

Question. — Si les cellules d'usines s'occupent principalement des questions d'ordre pratique, cela n'aura-t-il pas pour résultat d'empêcher l'éducation des camarades, dont l'importance est si grande ?

Réponse. — Nullement, car c'est justement par le travail pratique que les camarades s'apercevront de leur insuffisance d'éducation et qu'ils feront le nécessaire pour accroître leurs connaissances. En qualité de membres des cellules d'usines, ils seront directement obligés de se préoccuper plus qu'ils ne l'avaient fait jusqu'alors de leur propre éducation. Car, à partir du moment où ils commenceront à avoir de l'influence dans les usines, leurs camarades d'atelier viendront leur poser différentes questions en exigeant des réponses claires. Par exemple : Pourquoi luttez-vous contre le Bloc des Gauches ? Que pensez-vous du gouvernement travailliste anglais ? Quelle différence y a-t-il entre ce gouvernement et le Bloc ouvrier et paysan que réclament les communistes ? Est-ce que le gouvernement pourra remplacer la dictature du prolétariat ou sera-t-il obligé de se transformer en dictature du prolétariat ? Quelle différence y a-t-il entre les communistes et les anarchistes dans la question de l'Etat ? Pourquoi les communistes participent-ils au Parlement ? Pourquoi ne quittent-ils pas les syndicats réformistes ? Que pensent les communistes, de la terreur ? Comment se représentent-ils le régime socialiste ? Quel rôle joueront dans la construction du régime socialiste les Conseils d'usines et les syndicats ? Quelle est l'organisation de l'Armée rouge ? Quels sont les rapports entre les soldats et les officiers dans l'Armée rouge ? Quel est le programme agraire des communistes et comment le Parti communiste pense-t-il organiser le ravitaillement des villes en matières premières au lendemain de la Révolution ? etc., etc. »

Et si les camarades ne veulent pas se rendre ridicules, eux et l'organisation qu'ils représentent, et s'ils ne veulent pas que les ouvriers disent des communistes qu'ils sont incapables de répondre quand on leur pose une question concrète,

ils seront obligés de s'intéresser plus qu'ils ne l'ont fait jusqu'alors aux questions théoriques et de demander au centre de s'occuper également davantage de leur éducation. Précisément, le fait que la science communiste devra être inculquée non seulement à une élite de camarades, mais à tous les membres du Parti, est une raison importante en faveur de la transformation de notre organisation sur la base des cellules d'usines.

Les cellules d'usines, le patronat et la période d'illégalité

Question. — N'y a-t-il pas lieu de craindre que tout ce beau plan soit anéanti par les entrepreneurs, qui, dès la première manifestation de l'activité des cellules, renverront immédiatement tous les membres des cellules ?

Réponse. — Un tel danger existe, mais les camarades peuvent l'éviter en agissant de manière à ce que les patrons ignorent le nom des camarades composant la cellule communiste créée dans leur usine. Certes, plus tard, lorsque l'influence de la cellule se sera développée, de telles mesures de prudence seront superflues. A ce moment-là, les membres des cellules pourront et devront travailler ouvertement, car les entrepreneurs ne pourront les chasser de l'usine sans provoquer un soulèvement général de tous leurs ouvriers. Mais, d'une façon générale, il est faux de croire que les camarades sont exposés, en tant que membres des cellules, à des représailles plus violentes. En effet, la cellule constitue précisément un si bon moyen de passer inaperçu aux yeux du patron et de la police que, même pendant les périodes d'illégalité, les cellules peuvent mener à bien leur travail. C'est justement parce que le Parti doit se préparer à l'éventualité de sa dissolution que la constitution des cellules présente une telle importance. L'expérience italienne a montré que, dans les périodes d'illégalité, le Parti ne peut subsister que s'il est fermement organisé dans les usines. L'expérience allemande et polonaise le confirme également. Par conséquent, une organisation capable de se maintenir en période d'illégalité ne saurait, en temps normal, livrer ses membres à l'arbitraire du patronat et de la po-

rice. Certes, il faut s'attendre à ce que, de temps en temps, des camarades soient renvoyés des usines ou à ce qu'une cellule viennoise disparaisse ; mais on ne devient pas chauve parce qu'on perd quelques cheveux en se peignant.

Rester dans les usines aussi longtemps que possible

Il est utile d'indiquer ici qu'un grand nombre de camarades quittent trop facilement l'usine où ils travaillent. Il suffit que le patron les regarde de travers ou que le contremaître leur fasse une observation pour qu'ils ramassent leurs outils et aillent chercher du travail ailleurs. Ce sont là de bons et excellents camarades, et ils ne pensent pas mal faire. Chacun d'eux se dit : « Comment, moi, membre du Parti communiste français et de la III^e Internationale, moi qui considère le capitalisme comme un ennemi mortel et qui le haïe de tout mon être, je vais me laisser regarder de travers ou insulter par un imbécile ! Plutôt crever ! » Et, crachant de mépris, il quitte l'usine, bien qu'une longue expérience l'avertisse qu'il ne trouvera guère mieux, ailleurs. C'est ainsi qu'il existe des camarades qui changent d'usine comme de chemise.

Et, cependant, il n'y a rien de plus dangereux, car du fait que des camarades ne restent pas longtemps dans la même usine, ils n'ont pas la possibilité d'entrer en contact avec les ouvriers, à plus forte raison de gagner leur confiance. Ils vont et viennent, ces fiers membres du Parti communiste et de l'Internationale, sans que personne ait remarqué leur activité et ils ne se rendent pas compte que leur devoir est précisément de faire le contraire de ce qu'ils font, c'est-à-dire de rester aussi longtemps que possible dans la même usine, afin que tous les ouvriers les connaissent et sachent que ce sont de bons copains, qu'ils sont au premier rang dans la lutte, qu'ils font les plus grands sacrifices pour la classe ouvrière et que toute leur vie est consacrée à ce mouvement, c'est-à-dire qu'ils réalisent ainsi la première condition pour gagner la confiance des ouvriers.

Conseils d'Usines et Cellules d'Usines

Question. — Est-ce que la constitution des Conseils d'usines, qui sont l'organisation de l'ensemble des ouvriers travaillant à l'usine, par conséquent une organisation beaucoup plus vaste que les cellules d'usines, n'aura pas pour résultat de diminuer le champ d'activité de ces dernières ?

Réponse. — Au contraire, elle l'élargira, car, à l'heure actuelle, c'est encore aux cellules d'usines qu'incombe la tâche de travailler en faveur du mouvement des Conseils d'usines, afin de ne pas les laisser s'égarer dans les eaux anarcho-syndicalistes ou réformistes. C'est à elles qu'incombe la tâche de rappeler constamment aux Conseils d'usines que leur tâche ne consiste pas seulement à diriger les luttes quotidiennes des ouvriers, mais à travailler au renversement du régime capitaliste et à l'instauration du régime socialiste. Si les Conseils d'usines manquaient à cette tâche, il leur arriverait ce qui est arrivé aux Conseils d'usines allemands : leur importance révolutionnaire disparaîtrait. En effet, l'histoire du mouvement des Conseils d'usines allemands illustre d'une manière frappante les dangers qui menacent les Conseils d'usines quand le Parti n'est pas encore en état d'en prendre la direction. Le mouvement des Conseils d'usines allemands commença en novembre 1918. Excédées par le capitalisme, les masses créèrent des organes chargés de le supprimer.

Les social-démocrates, à qui leur instinct de larbins dévoués au capitalisme faisait flairer le danger que représentait ce mouvement, luttèrent contre lui par tous les moyens. Le 25 février 1919, le gouvernement Scheidemann déclarait : « Aucun membre du gouvernement ne pense ou n'a jamais pensé à incorporer le système des Conseils, sous quelque forme que ce soit, dans la constitution ou dans l'appareil administratif. » Mais les masses ne cédèrent pas et luttèrent avec acharnement pour leurs Conseils. Et c'est ainsi que le même gouvernement Scheidemann se vit contraint de conclure un compromis. Le 5 mars, c'est-à-dire huit jours plus tard, il annonçait : « Les Conseils d'usines sont reconnus en principe comme des représentations des intérêts économiques et sont incorporés, comme telles, à la Constitution. » Mais la majorité de la classe ouvrière n'ayant pas encore une conception bien claire du rôle véritable des Conseils d'usines, se contenta de leur incorporation à la Constitution, et c'est ainsi que la social-démocratie réussit à en faire son instrument, c'est-à-dire un instrument de collaboration de classes. Ce n'est qu'en 1922, lorsque le Parti communiste commença à s'occuper sérieusement du mouvement des Comités d'usines, qu'on assista au réveil de ces organisations qui, à peine un an après, étaient déjà si puissantes qu'elles pouvaient mener une grève générale de trois jours et provoquer la chute du gouvernement Cuno, contre la volonté de la bureaucratie syndicale et malgré le front unique allant des nationalistes aux social-démocrates de gauche. Inutile de dire que le Parti communiste était à la tête du mouvement des Conseils d'usines, mais ce qu'il y a lieu de souligner, c'est que si le Parti allemand avait dès cette époque été organisé en cellules d'usines, le mouvement des Conseils d'usines eût acquis une tout autre importance et les résultats en eussent été bien différents. On voit donc que les Conseils d'usines, loin de diminuer l'activité des cellules d'usines, l'élargissent au contraire et rendent celles-ci encore plus indispensables. Il peut même se présenter des situations où les cellules ne s'occuperont, durant des semaines entières, que de questions intéressant les Conseils d'usines. Ce fut particulièrement le cas en Allemagne à la veille des élections aux Comités d'usines.

Se rendant parfaitement compte qu'une majorité réformiste dans les Conseils d'usines pouvait transformer de nouveau ces organes en organes de collaboration de classes et qu'au contraire, une majorité communiste représentait une arme formidable dans la lutte quotidienne et dans la lutte pour l'affranchissement du prolétariat, les cellules d'usines allemandes ont concentré toute leur activité dans le but d'assurer la victoire du Parti communiste aux élections des Conseils d'usines. « Les élections aux Conseils d'usines sont plus importantes que les élections au Reichstag » — tel était le mot d'ordre de notre parti frère, et les cellules d'usines ont agi en conséquence.

C'est en grande partie grâce à cette activité que notre parti frère d'Allemagne a conquis la majorité dans tous les Conseils d'usine des centres industriels et des grandes entreprises des autres régions du pays.

Ce fait à lui seul démontre le rôle décisif qu'incombe aux cellules d'usines pour la conquête de la majorité du prolétariat industriel.

Mettons-nous vite à l'œuvre pour leur création en France.

JEAN.

Pourquoi on a réuni la Commission des Experts

Suppression de la concurrence allemande, but de guerre du capitalisme anglais

La guerre de 1914 a été double : ce fut, d'une part, une guerre franco-allemande, et, d'autre part, une guerre anglo-allemande.

L'enjeu de la guerre franco-allemande était la réunion, entre les mêmes mains, du fer de Lorraine et du charbon rhénan-westphalien. Le bassin de Briey était l'objectif du capitalisme allemand ; le bassin de la Ruhr, celui du capitalisme français. Ce dernier tenta de tirer la conclusion de la victoire qu'avaient remportée pour son compte, sur les champs de bataille, ses propres exploités, les prolétaires français, en envahissant l'an dernier la Ruhr.

Par suite de la résistance anglaise, sa tentative peut être considérée *comme ayant échoué* pour le moment.

La guerre franco-allemande reste sans conclusion ; les choses restent en l'état : les industriels allemands conservent le charbon, et les industriels français possèdent tout le fer. Dans l'ensemble, les positions sont à peu près revenues à ce qu'elles étaient avant 1914.

Le développement économique de l'Allemagne

Mais c'est maintenant à l'Angleterre d'essayer de tirer les conséquences économiques de sa victoire militaire.

La guerre franco-allemande n'a point été une surprise pour les communistes. Dès le lendemain de la guerre du Transvaal, dans une brochure parue en Angleterre et traduite en France, et qui serait d'un puissant intérêt historique de rééditer aujourd'hui, notre camarade Rothstein montrait lumineusement que la guerre entre l'Angleterre et l'Allemagne était inévitable, et il en indiquait la cause : l'Allemagne, pays jusque-là essentiellement agricole, s'était lancée tout d'un coup sur la voie d'un développement industriel intensif et y progressait à pas de géant, menaçant par là de ruiner l'industrie et le commerce britanniques.

La production de fonte de l'Allemagne, qui en 1890 n'était guère encore que la moitié de la production anglaise (4.658 tonnes contre 8.036) (1), devenait son égale en 1900 (8.520 tonnes contre 9.003), et la doublait presque en 1913 (19.309 tonnes contre 10.424). Ainsi, en vingt ans, la situation pour le produit de base de la métallurgie était exactement renversée : en 1913, l'Allemagne occupait, par rapport à l'Angleterre, la situation que celle-ci occupait par rapport à elle en 1890.

Dans toutes les autres branches d'industrie, le développement de l'Allemagne avait été aussi prodigieux, si ce n'est plus. En électricité, l'A. E. G. allemande n'avait comme rivale dans le monde que la General Electric Co d'Amérique ; pour les matières colorantes, l'Allemagne jouissait du monopole mondial ; et il n'est point jusqu'à l'industrie des transports maritimes, sur laquelle la

Grande-Bretagne avait régné jusque-là en maîtresse unique et incontestée, qui n'était à son tour menacée par la concurrence allemande : les luttes épiques que se livraient sur la ligne de New-York tant au point de vue de la vitesse que du tonnage des paquebots, la Cunard et la White Star d'une part, la Hamburg-America et le Norddeutscher Lloyd, de l'autre, n'étaient qu'un cas particulier de la bataille que menait, contre la marine marchande anglaise, sur toutes les mers et pour toutes les catégories de transports, la marine marchande allemande.

C'est pour arrêter ce développement forcené de la production allemande que le capitalisme anglais se prépara à la guerre contre l'Allemagne par la conclusion de l'Entente Cordiale.

Premières mesures de l'Angleterre pour atteindre son but de guerre

Une fois la victoire militaire acquise, il s'est donc agi pour l'Angleterre d'atteindre son but de guerre : l'arrêt du développement économique de l'Allemagne. Pour ce faire, l'Angleterre commença à frapper là où c'était le plus facile, et où en même temps son orgueil avait été le plus touché : dès la paix, l'Angleterre se faisait livrer la presque totalité de la flotte commerciale allemande. Deux ans plus tard, afin d'entraver le commerce extérieur allemand, elle faisait frapper les exportations allemandes d'un droit de 12 %, sous le prétexte des réparations.

Mais c'étaient là des mesures partielles, qui se révélèrent bientôt inopérantes. L'Allemagne se mit patiemment et résolument à se reconstituer une flotte marchande : dans son dernier rapport annuel, la Compagnie de Suez annonce que, d'une année à l'autre, l'Allemagne est passée du neuvième rang, au quatrième pour le nombre de navires transitant par le canal. D'autre part, par la dépréciation de sa monnaie et grâce à des tarifs de chemin de fer appropriés, l'Allemagne était parvenue à annuler l'effet du droit de 12 % destiné à paralyser ses exportations, et elle pouvait continuer plus que jamais à offrir ses marchandises sur les marchés étrangers à meilleur prix que l'Angleterre.

Il fallait donc aller plus loin.

C'est un contrôle général et permanent sur l'industrie et le commerce allemands que le capitalisme anglais devait établir, s'il voulait se trouver à l'abri de la concurrence germanique.

Pour atteindre son but, l'Angleterre trouve un allié : les Etats-Unis

Il n'y avait point que le capitalisme britannique qui avait intérêt à un tel contrôle : le capitalisme yankee avait le même intérêt.

Le développement industriel des Etats-Unis fut aussi prodigieux que celui de l'Allemagne, et il date à peu près de la même époque. Mais les Etats-Unis, disposant, à la différence de l'Allemagne, d'un continent très étendu non encore mis en valeur, trouvèrent pendant longtemps dans l'Amérique même des débouchés suffisants à leur activité ; ils pouvaient se tenir à l'écart du mar-

(1) Chiffres empruntés à l'étude de Géo Claude parue dans *Le Creusei*, l'organe technique de la Fédération Unitaire des Métaux.

ché mondial ; le développement des pays d'Europe ne les gênait point. Mais, aujourd'hui, il n'en est plus de même : les besoins de l'Amérique sont à la veille de ne plus suffire pour alimenter les gigantesques moyens de production accumulés sur son territoire. L'Amérique va avoir besoin de trouver des débouchés dans les quatre parties du monde, et elle sait que le plus redoutable concurrent qu'elle rencontrera sera l'Allemagne, si celle-ci recouvre son indépendance économique. Les Etats-Unis, ont donc comme l'Angleterre intérêt à ce que l'économie allemande soit contrôlée. Avant de se bouffer entre elles, les deux grandes puissances anglo-saxonnes ont intérêt à écarter d'un commun accord le troisième larron. C'est pourquoi, d'un commun accord, elles ont fait établir le rapport des experts, et c'est pourquoi, d'un commun accord, elles feront tout pour le faire exécuter.

Qui est maître des transports et du crédit est maître de la production

En régime capitaliste, indépendamment des facteurs techniques, deux facteurs sont nécessaires pour pouvoir produire : il faut pouvoir vendre les marchandises produites, et il faut pouvoir disposer, depuis le moment où commence la fabrication de la marchandise jusqu'au moment où elle sera vendue, de tout ce qui est nécessaire pour la fabriquer.

Or, plus la production est grande, plus on est obligé d'aller chercher au loin des acheteurs, et plus par suite il est nécessaire de pouvoir transporter au loin et à meilleur marché les marchandises produites ; plus également la production est grande et plus les capitaux appartenant en propre aux chefs d'entreprises sont insuffisants pour satisfaire aux avances considérables en matériel, matières premières, salaires, etc.

Pour pouvoir produire sur une grande échelle, il est donc indispensable d'avoir des transports à bon marché et de trouver facilement du crédit. La circulation des marchandises et celle des capitaux commandent la production. Si celles-ci sont faciles et à bas prix, la production peut largement se développer ; dans le cas contraire, la production est obligée de se restreindre.

La politique allemande des tarifs et du crédit avant 1914

Le développement économique d'un pays dépend donc en dernière analyse de ses tarifs de chemins de fer et de ses banquiers. C'est pourquoi le prodigieux développement de la production allemande entre 1890 et 1914 n'a été possible que grâce aux facilités extraordinaires accordées aux industriels par les chemins de fer allemands, qui appartenaient pour la plupart aux Etats, et par les banques allemandes. Il n'est pas un des nombreux ouvrages de cette époque sur cette question qui n'ait signalé ces facilités comme la cause principale du développement économique de l'Allemagne.

Bien avant-guerre, en effet, la politique des chemins de fer allemands était déjà celle qu'exprimait récemment, dans une brochure, un haut fonctionnaire du ministère des Transports de Berlin et que reproduisent, pour la dénoncer, les experts de la Commission des Réparations : « Les chemins de fer d'Etat doivent en premier lieu se préoccuper du développement progressif de la vie économique du pays et considérer le produit net comme un objectif d'importance secondaire. »

Cette politique se trouvait réalisée, notamment, par l'existence de tarifs spéciaux très faibles sur

les lignes conduisant des grands centres industriels de l'Allemagne vers les ports d'exportation. Ces tarifs arrivaient souvent à n'être guère que la moitié des tarifs ordinaires.

Quant au crédit, il était accordé par une quantité innombrable de banques locales et régionales qui faisaient aux industriels, sur simple signature, des avances d'un montant et d'une durée qui n'avait rien d'analogue dans les autres pays, en France surtout. Des crédits commerciaux de dix-huit mois étaient chose courante. Ces banques locales trouvaient elles-mêmes auprès des grandes banques de Berlin, et celles-ci auprès de la Banque d'Empire, tout l'argent qui leur était nécessaire pour pouvoir accorder ces crédits.

Le renforcement de cette politique après la guerre

Après la guerre, loin d'abandonner cette politique, l'Allemagne vit au contraire dans son renforcement le moyen de son salut. Sur les chemins de fer, on appliqua un régime général de tarification dégressif qui faisait payer le kilomètre de transport d'autant moins cher que la marchandise allait plus loin. Quant au crédit, les énormes émissions de marks faites ces dernières années par la Reichsbank avaient autant pour but de permettre aux banques de faire des avances aux industriels sur une échelle toujours accrue, que de boucher les trous du budget de l'Etat.

Grâce à cette politique, l'Allemagne vaincue put connaître, non seulement au lendemain de l'armistice, mais même après la crise mondiale de 1920, une activité économique intense, tandis que l'Angleterre victorieuse avait deux millions de chômeurs.

Or, si à cette politique du transport bon marché et du crédit facile on fait succéder une politique inverse, celle du transport cher et du crédit restreint, il est évident que la situation va se trouver inversée : loin de se développer, l'industrie allemande régressera, pendant que l'industrie britannique se retrouvera de ce fait tout naturellement et sans efforts au premier rang. Il suffit donc que la Grande-Bretagne devienne la maîtresse des transports et du crédit allemand, ou que, tout au moins, elle soit à même d'imposer sa volonté dans ces deux domaines, pour ne plus rien avoir à craindre de la concurrence germanique, de ce qui est « made in Germany ».

Voyons par quels moyens les experts livrent au capital étranger les chemins de fer et les banques d'Allemagne.

(A suivre.)

R. LOUZON.

DANS TOUTE REVOLUTION SOCIALISTE, lorsque la conquête du pouvoir par le prolétariat est un fait accompli, tandis que le problème essentiel de l'expropriation des expropriateurs se résout, la nécessité s'impose de plus en plus d'établir un ordre social supérieur à l'ordre capitaliste, d'élever la productivité du travail et en connexion avec elle, son degré d'organisation.

N. LENINE.

QUAND UNE CLASSE NOUVELLE apparaît sur la scène de l'Histoire comme chef et guide de la société, ce n'est jamais sans une période de « secousses » extrêmement violentes, de luttes, d'orages ; — ce n'est jamais sans une période d'expériences, d'hésitations, d'oscillations dans le choix des méthodes nouvelles correspondant aux nouvelles situations.

N. LENINE.

La transformation de l'anarchisme syndicaliste espagnol

Quelques précieuses adhésions de libertaires au communisme : David Rey, José Grau, Domingo Benedi (Irenofilo Diarot).

Le divisionnisme libertaire a conduit le mouvement ouvrier espagnol à un désastre. La Confédération Nationale du Travail, manœuvrée par les anarchistes, en est arrivée à une impuissance totale. Son importance politique est nulle. Elle n'a opposé aucun obstacle au coup d'Etat militaire ; elle n'a pu obtenir une amnistie pour les prisonniers politiques. Dans l'ordre économique, son impuissance est la même. Toutes les grèves qui se sont produites — malgré les efforts des anarchistes en vue de les empêcher — ont abouti, quelle que fût la résistance, souvent magnifique, des travailleurs, à des défaites.

Comme il fallait s'y attendre, les masses ouvrières ont déserté les syndicats ; les militants les plus actifs ont cherché d'autres terrains d'action ; bref, la direction du « mouvement syndical » est restée à un petit nombre de groupes anarchistes, grâce auxquels les syndicats ont servi plus d'une fois d'écran à des activités complètement étrangères aux intérêts ouvriers.

Mais il s'est produit parmi les ouvriers espagnols un mouvement de réaction. D'aucuns ont commencé à comprendre qu'on était en présence de la débâcle d'une tactique : de la tactique libertaire.

Le noyau syndicaliste et communiste de Barcelone, rassemblé autour de la *Batalla*, s'est mis à étudier les causes de la défaite. Il a constaté hautement l'impossibilité de continuer l'application des méthodes anarchistes. Ses efforts ont été couronnés de succès. En peu de mois, le tirage de la *Batalla* a doublé.

Ajoutons que les anarchistes ont tout fait pour s'opposer à notre développement. Ils craignent davantage la propagande communiste que la dictature militaire. Après le coup d'Etat de Primo de Rivera, ils décidèrent la dissolution des syndicats et la cessation de la parution du quotidien confédéral : *Solidaridad Obrera*. Mais, devant nos progrès, ils rouvrirent les syndicats et firent reparaître le quotidien. La crainte de notre action avait suffi à les ranimer !

Toute leur vitalité des derniers mois gravite autour de leur campagne anticommuniste. Primo de Rivera, Mussolini, Poincaré tiennent peu de place dans leur agitation ; il semble que toute leur haine soit réservée à la Révolution russe. Ce qui ne peut pas, évidemment, enthousiasmer les masses. La venue au syndicalisme communiste de militants anarchistes connus atteste une phase nouvelle de la décomposition du vieux libertarisme, cruellement dépassé par la vie.

Un des militants les plus valeureux de l'anarchisme à Barcelone, David Rey, a expliqué en ces termes son adhésion au communisme :

« L'esprit positif et le réalisme de la doctrine communiste a contribué à mon évolution autant que l'idéalisme nuageux et le programme naturellement négateur de l'anarchisme. Je fus anarchiste,

croyant servir le mieux la cause du prolétariat révolutionnaire. Aujourd'hui, le centre de gravité du mouvement ouvrier s'est déplacé. Le communisme est désormais la doctrine de l'affirmation révolutionnaire. Une intrusion des bas-fonds a fait de l'anarchie le synonyme de banditisme. Je ne puis ni ne veux me laisser confondre avec les scories de la classe ouvrière. J'ai milité pour un idéal ; cet idéal n'est possible que par le communisme. »

José Grau, qui milita parmi les J. W. W. aux Etats-Unis, a adhéré au communisme à son retour en Espagne. Il a justifié son attitude par ces lignes :

« L'esprit critique de l'anarchisme me satisfaisait. Mais lorsque j'ai cherché un programme d'édification, d'affirmations concrètes, je n'ai trouvé que phraséologie plus ou moins littéraire. Nous vivons pourtant de réalités et non d'hypothèses et de principes. C'est un fait indéniable que l'anarchisme, incapable de s'adapter aux événements, est une doctrine en pleine décadence. Les purs anarchistes se sont retirés dans leur Tour d'Ivoire, se contentant du rôle de spectateurs ; d'autres... ont fait de l'anarchisme le réceptacle de toutes les manifestations d'un individualisme morbide. »

Irenofilo Diarot (Domingo Bénédi), un des meilleurs propagandistes des jeunesses anarchistes espagnoles, ancien rédacteur de *Solidaridad Obrera*, explique ainsi son abandon de l'anarchisme :

« Deux faits m'ont amené à concevoir l'inanité des principes libertaires : le *polymorphisme* chaotique des conceptions anarchistes, et l'*amorphisme* de l'action anarchiste, dépourvue de finalité, de tonalité, de sonorité propre, d'objectifs. Que le lecteur me pardonne l'emploi de termes techniques ; je m'explique. Polymorphisme veut dire variété de formes. La doctrine anarchiste, la conception anarchiste de la vie ont autant de variantes que d'interprètes. Entre les théoriciens mêmes de l'anarchisme, ni homogénéité, ni ordre. L'anarchisme de Kropotkine est une chose ; celui de Grave en est une autre ; Malatesta, Armand, Lorulot ont chacun le leur... Il y a autant de « dieux » que de croyants, autant d'anarchismes que d'anarchistes de par le monde... »

« Amorphisme veut dire absence de formes. Le mouvement anarchiste est incohérent, chaotique, désordonné, formé d'individus et de groupes agissant chacun pour son propre compte, sans même converger vers un objectif commun... Sans une conception concrète de l'anarchisme, il ne peut y avoir ni action commune, ni orientation précise.

« Quand je me mis à réfléchir à ces choses, ma foi libertaire tomba. Je ne rencontrai pas de raisons qui satisfirent ma conscience et, croyez-m'en, je pris la peine de les chercher. Parce qu'il en coûte de se débarrasser d'idées qui vous furent chères... »

L'exemple donné par ces militants connus a été suivi de bon nombre d'excellents camarades. Ce changement de front reflète le profond malaise des travailleurs de Catalogne. Jamais les perspectives de transformation du mouvement ouvrier espagnol, dans un sens communiste, n'ont été plus favorables qu'aujourd'hui.

J. MAURIN.

Les beautés de la civilisation française

Lors de la discussion de la représentation des indigènes des colonies au Parlement français, M. Paul Tapponnier a prononcé, à la Chambre des députés, cette phrase :

« La France est généreuse et sa bienveillance s'exerce en toutes circonstances. *Il n'y a rien de comparable à la civilisation française.* » Nous remercions sincèrement ce parlementaire de nous avoir fourni l'occasion de citer — outre l'opiniâtreté avec laquelle la France s'acharne à civiliser les indigènes à coups de canon et de baïonnette — quelques-unes de ces impérisables vertus.

Politesse. — L'habitude coloniale veut que tout indigène — quels que soient son rang, son âge et son sexe — salue l'Européen avec humilité. On a vu en Indochine, à Madagascar et dans d'autres colonies, des indigènes brutalisés, frappés, emprisonnés simplement *pour avoir omis cette marque de respect, due au prestige du civilisateur.* Tout récemment, un administrateur de Medjana (Algérie) faisait arrêter dans sa circonscription des indigènes qui, absorbés dans leur travail, n'avaient pas remarqué l'auguste promeneur, et ne l'avaient pas salué.

Largesesse. — En Indochine, à l'occasion de la balade d'un Joffre ou de l'anniversaire d'un Clemenceau, de l'inauguration d'un monument aux « morts pour la patrie » ou de la réception d'un envoyé de la République, l'administration ouvre des « souscriptions ». Voici comment on procède : M. l'administrateur, se basant sur le chiffre de la population et le total des impôts de la province, détermine la somme nécessaire à la fête, la multiplie par 3, 4 ou 5, fixe la date du versement, fait venir les notables des villages et leur dit : « J'ai besoin d'argent, voici la somme que je veux, voici le délai que je vous fixe pour me le procurer. Débrouillez-vous. Sinon... » Pour ne pas aller en prison, les notables « se débrouillent ». Le multiplicande de la souscription obligatoire est employé aux « hommages à rendre aux grands hommes », et le produit de la multiplication tombe dans la poche de M. l'administrateur. Les paysans pâtissent de ces taxes supplémentaires trop fréquemment prélevées.

Générosité. — A la devise : « l'Allemagne paiera », a succédé celle-ci : « Les colonies paieront ». La métropole demande aux colonies d'apporter *toutes leurs forces, toutes leurs capacités, toute leur volonté, toutes leurs ressources* en aide au relèvement économique de la mère-patrie, alors que cette mère-patrie vient d'interdire l'exportation des potasses d'Alsace aux colonies, *réserveant ce produit à la consommation exclusive de l'agriculture française.*

Egalité. — Les citoyens français font 18 mois de service militaire ; les indigènes des colonies sont astreints à 3 et 4 ans de service sous le drapeau qui... que... sous les plis duquel enfin on importe chez eux l'alcool, l'opium, la corvée, le portage, l'indigénat, la spoliation. — Alors que des indigènes sont exilés, déportés, emprisonnés sous des prétextes futiles, les colons et les administrateurs accusés d'assassinat, de concussion, de forfaiture, de vol, font de brillantes carrières. Je ne parle

pas de Darles, conseiller d'Etat de Cochinchine, ou de Beaudoin, gouverneur général de l'Indochine ; leurs histoires sont déjà vieilles de deux ou trois années. Je veux parler des deux fonctionnaires algériens qui, au mois d'avril dernier, ont été publiquement accusés de faux et d'usage de faux, de détournements des deniers publics et d'autres crimes, et *acquittés.* Je veux aussi parler des conseillers européens de la même colonie qui, assassins ou complices notoires de l'assassinat d'un indigène, *n'ont pas été inquiétés.*

Liberté. — « Le travail, c'est la liberté », dit un proverbe gaulois. C'est pourquoi les indigènes sont astreints au travail forcé. Le Sénat français a hautement approuvé dernièrement encore l'exposé du gouverneur général de l'Afrique Orientale Française, où il était dit « qu'il faut se méfier autant de rêves que de formules, que la production de coton est une question d'ordre gouvernemental ; que, pour aboutir, il faut *obliger* les indigènes à cultiver le coton... Par *cette méthode*, les colonies devraient fournir à la France 100.000 tonnes de coton annuellement. *Cette méthode a été employée* en A. O. F. pour le cacao... *il l'a employée également* pour le coton et a obtenu, en 1916, sur la Côte d'Ivoire, 600 tonnes de coton. »

Avec cela, la France reste, bien entendu, la libératrice du genre humain et le champion de l'abolition de l'esclavage.

Humanité. — La France est la protectrice des faibles et l'éducatrice des arriérés, dit M. Boisneuf, député nègre. La France est le champion de la civilisation et le porteur des libertés, dit Michelet. Sa politique coloniale est faite d'humanité et d'altruisme, dit Sarraut, ancien et futur satrape de l'Indochine. La *Revue de l'Aéronautique militaire* vient de nous apprendre une fois de plus comment on comprend l'« humanité » aux colonies. Voici. Le maréchal Lyautey, résident général du Maroc, commandant en chef des T. O. M., a proscrit l'emploi des projectiles à gaz asphyxiants et lacrymogènes, puisque... Mais citons la *Revue* : « Puisque le but à atteindre n'est évidemment pas de *tuer beaucoup de dissidents*, mais de les amener *très rapidement à la soumission...* »

Et c'est avec cette profonde sollicitude que, depuis 1919, c'est-à-dire après la victoire du « droit » et de la « justice » dans le monde, on a fait massacrer au Maroc 800 soldats français, 5.000 Maures, pour annexer à la France — « à la France de un million de mètres carrés et de 100 millions d'habitants » — 72.700 hectares de terre, volés aux Marocains...

NGUYEN-AI-QUAC.

Le plus haut effort d'héroïsme dont la vieille société soit encore capable, c'est la guerre nationale. Or, il est prouvé aujourd'hui qu'elle est une pure mystification des gouvernements, qu'elle a pour but de retarder la lutte des classes, et, enfin, qu'il faut y renoncer au plus vite quand cette lutte de classes éclate et devient la guerre civile.

KARL MARX (La Commune de Paris).

Les Décisions du XIII^e Congrès du P. C. R.

Nous donnons ci-dessous un résumé précis de la principale résolution adoptée par le XIII^e Congrès du P. C. de Russie. — La Réd.

La principale résolution adoptée à l'unanimité par le XIII^e congrès du P. C. R. approuve complètement la ligne politique et le travail d'organisation du Comité Central pendant l'année écoulée, année pendant laquelle le C. C. et le parti furent privés de la direction de Lénine. Elle approuve également les décisions de la XIII^e conférence du parti sur l'organisation, les résultats de la discussion et les tendances petites-bourgeoises. Le congrès exprime en même temps « sa satisfaction de la fermeté et de l'attitude irréconciliablement bolchevique dont le C. C. a fait preuve pendant la discussion en vue de défendre les bases du léninisme contre les déviations petites-bourgeoises ».

Le congrès approuve la politique étrangère du C. C. qui a abouti à la reconnaissance de-jure de l'Union soviétique par une série d'importants pays bourgeois. Il enjoint au C. C. de procéder avec la plus grande prudence dans le domaine des concessions au capital étranger. Le C. C. doit sauvegarder le monopole du commerce extérieur, tout en s'efforçant de développer l'exportation des céréales et le bilan actif du commerce extérieur. En vue de la nouvelle situation internationale et des efforts de la bourgeoisie mondiale tendant à obliger l'Union soviétique à payer les dettes des gouvernements tsaristes et à rendre les biens nationalisés aux capitalistes étrangers, le congrès insiste sur la nécessité de mettre de façon permanente le peuple laborieux et surtout la population rurale de l'Union au courant des plus importantes décisions du parti et du gouvernement soviétique sur les questions de politique internationale.

Le congrès constate avec satisfaction la formation définitive de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques sur les bases de la coopération fraternelle de tous les peuples habitant le territoire de l'Union et recommande au C. C. de veiller à ce que les droits de toutes les nationalités soient sauvegardés.

La résolution dresse ensuite le bilan de la nouvelle politique économique et enregistre les succès obtenus grâce à elle : essor économique général qui se manifeste surtout dans l'agriculture, développement de l'industrie nationalisée dont la concentration se poursuit sans cesse, augmentation des salaires et accroissement du rendement du travail. Le parti fait tout son possible pour rapprocher les prix des produits agricoles de ceux des produits industriels. Vu les succès obtenus, le parti ne croit pas nécessaire de procéder à la révision de la Nouvelle Politique Economique.

Le parti considère toujours comme un de ses devoirs les plus importants de fortifier la confiance des paysans en l'Etat prolétarien. Il poursuit ce but par la réalisation d'une série de mesures telles que la collaboration économique étroite entre les villes et les campagnes, le développement de l'économie paysanne par des crédits agricoles, et finalement l'élévation du niveau de culture générale des populations rurales.

Le congrès constate avec satisfaction la réalisation de la réforme monétaire, réforme gigantesque qui servira de base à l'assainissement de la vie économique de l'Union soviétique et approuve l'initiative prise par le C. C. dans les questions du commerce extérieur de la coopération. Il approuve également les mesures que le C. C. avait prises par rapport à l'accroissement de la nouvelle bourgeoisie, phénomène consécutif à la Nep.

C'est avec une satisfaction toute particulière que le congrès enregistre les succès de la campagne d'adhésion « léniniste » qui a amené au parti des centaines de milliers de nouveaux adhérents, pris parmi les ouvriers

travaillant dans les usines. « Le P. C. R., dit la résolution, a été et reste un parti ouvrier. Les liens qui l'attachent à la grande masse des ouvriers sans-parti se fortifient et se multiplient. Le temps n'est plus loin où toute la masse fondamentale du prolétariat de notre Union entrera au Parti. Le congrès charge le C. C. de continuer son travail dans ce sens, afin que, dans un temps rapproché, la majorité prépondérante du parti soit composée d'ouvriers directement intéressés à la production. »

Le congrès recommande au parti de renforcer son activité parmi les ouvrières et les paysannes en les faisant participer aux travaux des organes du parti et des soviets. Le congrès approuve l'action du C. C. parmi les jeunes communistes ouvrières et paysannes. « La croissante activité politique des masses ouvrières, affirme le congrès, place le parti devant le sérieux devoir de gagner les larges masses à la participation active aux travaux des soviets, des syndicats et des coopératives ». Le congrès recommande aux organisations du parti d'établir des liens plus étroits avec les meilleurs éléments des instituteurs des villes et des campagnes, les experts agronomes et autres couches des travailleurs intellectuels des campagnes. Le parti doit consacrer une grande attention à l'amélioration des conditions de vie de ces couches sociales qui seront appelées à propager les idées fondamentales du parti et du gouvernement soviétique parmi les masses paysannes. Dans cet ordre d'idées la préparation du premier congrès panrusse des instituteurs exige également une grande attention des organisations du parti.

Le congrès considère comme le plus urgent devoir du parti dans le domaine de l'industrie nationalisée le développement de l'industrie métallurgique. Après la solution des problèmes du combustible et des communications et la réalisation de la réforme monétaire, c'est maintenant le tour de cette industrie fondamentale, dont le développement rendra la production de l'Union soviétique de plus en plus indépendante de l'étranger. Le congrès insiste également sur la nécessité de consacrer une attention plus grande à l'électrification du pays.

Le congrès se déclare satisfait des mesures prises par le C. C. en vue de réaliser des réformes indispensables dans l'administration de l'armée et autorise le C. C. à faire le nécessaire aux fins d'augmenter le nombre des communistes dans l'armée et la marine rouges.

Le congrès fait ressortir les effets heureux des séances plénières communes du C. C. et de la Commission Centrale de Contrôle et de l'adjonction au C. C. de camarades de province vivant en contact étroit avec les masses.

Le congrès est d'avis que le parti doit s'efforcer d'améliorer le fonctionnement des organes des coopératives, du commerce et des institutions de crédit et de les pourvoir d'un nombre suffisant de travailleurs communistes. Le congrès attire l'attention du parti sur la nécessité de soutenir plus activement les Universités communistes. Il approuve la révision par le C. C. de la liste des adhérents de certains groupes et noyaux du parti.

La résolution conclut :

« Le congrès charge le C. C. de sauvegarder l'unité du parti et la ligne logique du bolchevisme de toutes déviations avec la même décision et la même fermeté dont il a fait preuve jusqu'ici. Après avoir perdu le camarade Lénine, le parti croit plus que jamais nécessaire de garder intacte son unité. La moindre tentative de formation de fractions doit être vigoureusement combattue. La cohésion du P. C. R. formé d'un seul bloc conformément aux principes inébranlables du léninisme constitue la condition la plus importante des succès futurs de la révolution. »

Le cas Souvarine devant l'Exécutif Elargi

Dès la première séance de l'Exécutif Elargi du 12 juin 1924 et après adoption de l'ordre du jour proposé par l'Exécutif pour le 5^e Congrès, le camarade Maranne lit la déclaration suivante au nom de la délégation française :

« La délégation française à l'Exécutif Elargi composée des camarades Tommasi, Maranne, Treint (Chasseigne n'étant pas encore arrivé) déclare que Souvarine ne représente en aucun cas l'opinion du Parti français qui, lors de son dernier Conseil National, s'est prononcé unanimement pour les thèses du Comité Directeur.

« Souvarine ne participe à l'Exécutif Elargi qu'en qualité de membre du Præsidium élu par le 4^e Congrès mondial.

« Depuis des semaines déjà, Souvarine a commis des actes d'indiscipline contre le Parti ainsi que contre l'Internationale.

« Il s'est refusé à suivre, en tant que directeur du *Bulletin Communiste*, la ligne politique tracée par la direction du Parti. Après plusieurs avertissements, il a été relevé de son poste. Après cela, Souvarine a envoyé aux abonnés du *Bulletin Communiste* une circulaire dans laquelle il a essayé de discréditer la direction du Parti et a fait de la propagande pour une revue politique dont il annonçait la publication.

« Il s'est refusé de remettre à son successeur et a fait détruire des documents qu'il avait reçus en qualité de directeur du *Bulletin Communiste*.

« Dans une réunion de la Fédération de la Seine, Souvarine a déclaré qu'il y a dans le Parti et dans l'Internationale quelque chose de pourri et qu'il faut y porter le fer rouge.

« Dans ces conditions, la délégation française à l'Exécutif Elargi propose de décider que Souvarine ne pourra participer aux délibérations de l'Exécutif Elargi qu'avec *voix consultative*, étant donné qu'il n'est nullement qualifié pour représenter l'opinion du Parti, étant donné aussi qu'il a commis à plusieurs reprises des infractions à la discipline dans le Parti français et l'Internationale.

La délégation française estime que si la Direction du Parti s'est bornée jusqu'alors à prendre contre Souvarine des sanctions bénignes par rapport aux fautes qu'il a commises, c'est uniquement par déférence pour les instances internationales : Exécutif et Congrès, dont relève Souvarine en tant que membre du Præsidium.

« En passant par-dessus la tête du Parti et en ignorant totalement les règles de la discipline, il a édité de sa propre initiative la brochure *Cours nouveau*.

« Il a fait précéder cette brochure d'une préface de nature à discréditer la direction du Parti devant les adhérents. »

Souvarine. — Camarades, en présence de cette histoire inattendue, je demande un délai d'au moins une demi-heure pour prendre connaissance à tête reposée de cette déclaration et pour démontrer à l'assemblée qu'elle n'est qu'un tissu de mensonges et d'appréciations plus que tendancieuses. Ensuite les camarades seront en mesure de juger.

Radek. — Je propose de ne pas accepter la proposition (délai d'une demi-heure) du camarade

Souvarine. Le camarade Souvarine peut réfuter les affirmations des camarades français dans une déclaration écrite. Pour l'Exécutif cette question ne concerne pas le camarade Souvarine, mais touche de près aux statuts du Comintern et je demande au camarade Zinoviev d'ouvrir les débats sur cette question à moins que le présidium, de son propre gré, ne juge pas nécessaire de la discuter.

Treint. — Camarades, il appartient évidemment à l'Exécutif Elargi de statuer sur le point de savoir si l'on doit donner au camarade Souvarine le délai qu'il demande ou si l'Exécutif Elargi doit prendre une décision immédiate.

Je prends simplement la parole pour protester contre l'accusation de mensonges apportée par le camarade Souvarine contre les faits allégués. Ces faits sont allégués par la délégation ; plusieurs d'entre eux ont déjà donné l'occasion à la direction du Parti de prendre des sanctions contre le camarade Souvarine.

D'autre part, pour ceux qui ont suivi les récents débats de notre Conseil National, il est évident que ces faits sont affirmés non pas seulement par la délégation ici présente, mais par l'unanimité du Parti moins un nombre infime de mandats.

Dans ces conditions, la délégation française ne peut pas accepter que le camarade Souvarine vienne accuser de mensonge la totalité, l'unanimité du Parti français.

Zinoviev. — Le présidium est d'avis qu'il faut, dans le cas présent, distinguer deux questions. Ou bien il faut former une commission qui examinera le cas Souvarine, et nous soutenons cette proposition, car Souvarine, jusqu'à présent membre de l'Exécutif et du présidium, avait, à notre avis, commis de véritables infractions à la discipline. La seconde proposition demande qu'on lui retire le droit d'être membre de l'Exécutif ou au moins qu'on lui retire la voix délibérative. Cette proposition nous ne pouvons la soutenir, car elle est contraire aux statuts. Le camarade Souvarine est élu par le Congrès mondial et ce n'est que ce dernier qui est qualifié pour trancher cette question définitivement. Cela va sans dire que dans certaines circonstances, l'Exécutif a le droit de recourir à cette mesure sans consulter le Congrès ; il a même le droit d'exclure de l'Internationale des partis entiers. Mais comme nous sommes à quelques jours seulement du Congrès mondial, je propose de laisser le camarade Souvarine siéger en qualité de membre de l'Exécutif.

Souvarine. — Camarades, étant donné le commencement de discussion qui a eu lieu, je ne puis me dispenser de donner quelques explications. Naturellement, je ferai ultérieurement une réponse détaillée et complète au *factum* qui a été lu ici tout à l'heure.

Je ne crois pas que cela intéresse beaucoup l'Exécutif Elargi d'ouvrir une discussion sur un certain cas Souvarine. Mais ce que je veux souligner surtout, c'est que cette façon de poser la question consiste à vouloir dissimuler des questions politiques, sous un cas en apparence personnel.

On parle de discipline. On dit que j'ai commis

une série d'actes d'indiscipline. On ne discute pas encore lesquels et on en conclut que l'Exécutif Elargi doit déjà prendre une sanction qui surpasse toutes les sanctions prises jusqu'à présent.

Camarades, j'ai commis, en effet, un certain nombre d'actes que l'on qualifie d'actes d'indiscipline. Dans l'histoire du mouvement ouvrier, on connaît différentes espèces d'actes d'indiscipline. On en connaît qui attendent à la politique révolutionnaire de notre Parti. On en connaît qui sont provoqués dans des conditions telles qu'on n'y accorde pas une importance considérable et on en connaît même que l'on impute à louange à leurs auteurs. Par conséquent la question n'est pas de parler d'indiscipline, mais d'examiner le fond politique de cette indiscipline.

En ce qui me concerne, je ne veux pas du tout faire l'apologie de mes actes d'indiscipline. Naturellement je me défendrai si l'on m'accuse. Mais je veux seulement mettre les camarades en garde contre cette manière d'essayer de créer une atmosphère de pogrom contre certains camarades.

Si on examine mes crimes on s'apercevra que ce ne sont pas des crimes déshonorants comme ceux de droit commun ; et même j'ose dire que si on embrasse la question dans sa véritable ampleur on s'aperçoit que mon soi-disant cas perd singulièrement de son importance.

J'ai lu ici dans la documentation remise aux membres de l'Exécutif un document signé du camarade Schweneck, le secrétaire du Parti communiste allemand, où il est parlé d'un certain camarade Klein qui a commis un acte d'indiscipline très grave à l'égard du Parti allemand, et contre lequel le Parti allemand, unanime, les trois tendances d'accord pour la circonstance, ont pris une décision : on a demandé que ce camarade ne mette plus les pieds dans le Parti allemand. Par la suite d'ailleurs il est apparu d'une manière plutôt soudaine dans le Parti français.

Supposez que ce soit le camarade Souvarine qui soit en cause dans un cas de cette espèce. Est-ce que vous croyez qu'on n'aurait pas ajouté ce crime à la liste de tous les autres crimes comme un motif de plus de prendre une grave sanction contre moi ? Par conséquent, il paraît qu'il y a des actes d'indiscipline qui n'ont aucun caractère de gravité, au contraire, qui valent à leur auteur pour ainsi dire un surcroît de confiance.

Lorsque j'étais soldat, il m'est arrivé d'être puni de quatre jours de salle de police par mon caporal, le capitaine me donnait huit jours de prison, le colonel les portait à quinze et le général commandant la brigade à un mois. S'agit-il d'employer une méthode analogue ici ?

J'ai été l'objet d'un certain nombre de sanctions et on a même pris, à mon égard, une sanction comme jamais dans le Parti français on n'en avait pris pour personne, en ce qui concerne le *Bulletin Communiste*. On m'a flétri publiquement, sans me donner la possibilité de m'expliquer ni de discuter même la matérialité des allégations portées contre moi. Puis on m'a appelé à Moscou et pendant ce voyage, n'ayant pas la possibilité de m'expliquer ni à Paris, ni à Moscou, j'étais l'objet de deux nouveaux blâmes simultanés pris aux deux extrémités de mon itinéraire.

Et maintenant on propose d'ajouter à tout cela une nouvelle sanction. Je crois que personne ici ne sera étonné si je dis qu'au fond de tout cela il ne s'agit pas de cas d'indiscipline, mais simplement de faire en sorte d'obtenir cette unani-

mité de 100 pour cent qui, paraît-il est maintenant de rigueur dans les organisations de l'Internationale.

Je n'ai pas du tout l'intention quant à moi de troubler la belle harmonie de l'Exécutif Elargi, ni du Congrès. Je sais dans quelles conditions nos assemblées se réunissent cette année. Et je ne crois pas que les circonstances soient propices à une explication bien franche et bien nette. Avec l'atmosphère que l'on a créée, il est bien difficile d'échanger des opinions entre camarades, sans être immédiatement traités en suspects et taxés de toutes sortes de péchés.

Je déclare que ce n'était pas mon intention et ce n'est pas mon intention d'engager ici une lutte tout à fait vaine. Quant aux accusations portées contre moi, je donnerai, sous une forme ou sous une autre, les explications désirables à l'Internationale. Et je crois qu'après cela il ne subsistera pas grand chose de ces accusations.

Zinoviev. — Permettez-moi quelques mots. La discussion étant close, nous avons, par exception, accordé la parole au camarade Souvarine. Il a profité d'une façon assez particulière de l'occasion qui lui était donnée pour faire une déclaration politique. Il a parlé d'une atmosphère qui, paraît-il, ne lui convient pas. Il a ajouté que tout le monde sait de quelle façon sont convoquées ces séances, etc... Il ne lui convient pas encore que dans un parti se manifeste l'unanimité de 100 %. Il paraît que 49 % ou 51 % sont nécessaires pour qu'on n'empiète pas sur la liberté d'opinion. L'idéal serait-il d'avoir 50 % de chaque côté ? Tout cela montre le côté ridicule de son discours. Mais certains passages ne rendaient pas, passez-moi l'expression, un son communiste, n'avaient rien de commun avec le communisme. Nous avons déjà entendu de semblables discours de gens qui ont politiquement mal tourné.

Je regrette que Souvarine ait profité de la parole pour faire des déclarations pareilles. Nous ne lui en voulons pas d'avoir dit quelques mots violents. Mais le côté politique de son discours est très regrettable. Voilà l'impression générale des camarades. Je suis d'avis qu'on ne doit plus prolonger la discussion. Nous soutenons notre opinion préalable, c'est-à-dire que le Parti français a droit d'exiger une commission spéciale. Devant cette commission, le camarade Souvarine doit refuser les accusations portées contre lui, s'il le peut ! Je ne suis pas d'avis que la voix délibérative soit retirée à Souvarine. Il faut que cette question soit tranchée par le Congrès en pleine liberté.

Camarades, la délégation française déclare soutenir la proposition du Présidium. Y a-t-il encore une proposition ? Non. Passons au vote. S'il n'y a plus d'autres propositions, je crois que la question peut être considérée comme liquidée. Ainsi, nous allons décider la formation d'une commission pour examiner le cas Souvarine. Il n'est pas nécessaire de nommer de suite ses membres. Il vaut mieux charger le Secrétariat d'élaborer une liste, d'accord avec les partis. Celle-ci sera présentée à une de nos prochaines séances. (On passe au vote.) Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

La seconde proposition est rédigée ainsi : L'Exécutif Elargi confirme que le camarade Souvarine en sa qualité de membre de l'Exécutif participera aux séances avec la voix délibérative.

Cette proposition est également adoptée à l'unanimité.

L'OPINION DES MILITANTS

APRÈS LES ELECTIONS

Nous nous y attendions ! Parce que nos fédérations de province n'ont pas pratiqué une orientation politique de gauche les résultats électoraux qu'elles ont obtenus ont souligné leur incapacité.

C'est mon vieux camarade Treint qui dit ça (en l'enveloppant) dans le *Bulletin Communiste* du 13 juin. S'il ergote, je lui demande d'expliquer ce que veut dire cette phrase : « Mais tout cela ne suffit pas à expliquer entièrement une aussi grande disproportion dans les résultats obtenus ». — Il s'agit des résultats comparés de la Seine et de la province.

L'argumentation de Treint contre les fédérations de province, c'est-à-dire contre les militants de ces fédérations, ne vaudrait que si le Parti avait laissé le soin à chaque fédération d'organiser sa propre campagne électorale. Or, la direction du Parti, (c'est-à-dire la gauche) a tout centralisé, tout commandé, tout dirigé. C'est sa pensée tout entière qui s'est exprimée, et dans le manifeste, et dans le programme, et dans les affiches illustrées, etc. C'est, armés des arguments produits par le centre du Parti que nos orateurs et candidats de province, ont fait la critique du régime bourgeois et de ses deux blocs nationaux. Nous ne fûmes les uns et les autres que les intermédiaires entre la pensée des masses ouvrières et paysannes pauvres et la pensée politique émanant du centre du Parti.

Et si le succès avait été mieux marqué en province nul doute que le Comité Directeur ne se fut octroyé les plus grands mérites et la plus grande part dans ce succès, mais comme la province n'a pas encore voulu nous suivre, il est évident que c'est de la faute aux fédérations de province qui n'ont pas pratiqué une politique de gauche !...

Que Treint me pardonne, mais je ne vois pas en quoi nos militants de province ont différencié leur action de l'action menée par nos militants de la Seine. Je sais de ceux-là, pour autant que j'en connais, tout aussi sérieux, dévoués, ardents et disciplinés que les meilleurs de ceux-ci. Non, camarade Albert Treint, il n'y a pas eu différenciation méthodique dans la lutte menée par les uns et par les autres, il y a eu et il y a encore différence de milieu, d'atmosphère politique, tout simplement. Il y a aussi entre Paris et la province une sérieuse différence de richesse des moyens d'action, et tu es bien bon d'en convenir un peu, mon cher Treint !

Si nous fûmes, militants de province, désagréablement surpris des résultats de la propagande électorale dans le cadre de nos fédérations respectives, nous ne pensons jamais, nous qui avons applaudi aux résultats de la Seine, que c'était là le fait d'une mauvaise orientation politique de nos fédérations.

Je pense, Treint, moi, qui fus à ton côté à Auber-ville, où nous n'étions pas nombreux à gauche, que c'est justement parce que la direction du Parti ne fit aucune concession à la mentalité démocratique des ouvriers de province et des paysans moyens et pauvres, — ce dont je la félicite — que nous n'avons pas obtenu les résultats que nous escomptions tous.

La direction du Parti a dit aux travailleurs : « Où la révolution ou l'esclavage ». Elle a bien fait. Nous n'avions donc plus à essayer de reculer politiquement, car tous nos adversaires s'armaient des propres déclarations du Parti pour nous présenter aux électeurs comme les hommes de la révolution.

Les uns et les autres nous appliquâmes, de gré ou de force, la politique d'orientation du Comité Directeur, la politique dite de la gauche.

Le problème serait trop simple à résoudre s'il résidait entièrement dans une faiblesse d'esprit politique des militants de province. Paysans pauvres et ouvriers n'ont pas tous voté pour le « Bloc ouvrier-paysan »

en raison de préjugés dont ils ne se sont pas encore débarrassés. J'en ai entendu cent fois, mille fois, dire : « Comment des ouvriers et des paysans qui n'ont pas d'autre instruction que la nôtre pourraient-ils nous défendre à la Chambre ? »

Aux hommes de sa classe, le prolétaire inéduqué de province préfère encore le beau parleur, avocat ou autre. C'est un fait que l'esprit de classe est peu développé en province. On ne réagit pas tout de suite avec succès contre cela.

Paysans pauvres et ouvriers n'ont pas tous voté pour le « bloc ouvrier-paysan », parce qu'ils ont été une fois de plus égarés par le « bloc des gauches » dont la démagogie verbale fut des plus séduisantes. Quand nous faisons la critique du parlementarisme et de l'Etat bourgeois et que nous parlons de la dictature du prolétariat, nos adversaires disaient aux ouvriers et aux paysans salariés : « La dictature du prolétariat c'est la dictature des ouvriers de Paris ». Et les mêmes adversaires qui nous critiquaient, fouillaient impitoyablement le « bloc national » aux applaudissements des mécontents d'une politique et non d'un régime.

Quant à l'idée des Soviets nous ne pouvions espérer la faire triompher d'un coup.

On pourra m'objecter qu'il fallait préparer le terrain et que cela faire signifie obéir aux mots d'ordre de nos Congrès internationaux. D'accord. Mais il faudrait voir aussi dans quelles conditions militent les camarades de province.

S'est-on jamais occupé de calculer le nombre des camarades qui peuvent sérieusement militer dans chaque fédération ? Sait-on combien militent effectivement ? Il serait curieux de dresser une semblable liste.

Il y a misère dans nos cadres fédéraux. Il y a aussi manque de confiance en soi. Et malgré cet handicap il faut lutter dans les syndicats existants, lutter contre le corporatisme, contre l'apolitisme ; il faut développer les organisations syndicales ; il faut lutter dans les coopératives envahies par les petits-bourgeois ; il faut s'occuper des cellules d'usine, de gare, etc., etc. Il va falloir reprendre le samedi soir et le dimanche, sa bécane et courir d'un bout à l'autre du département, pour essayer de constituer une section dans un coin, voir des camarades isolés dans d'autres coins.

A Paris, on est sur le tas ; on peut militer tous les soirs. Si nous exceptons les centres prolétariens, les militants de province ne peuvent guère militer que le samedi et le dimanche.

Le travail avance moins vite.

Il découle de tout cela et de bien d'autres choses encore que l'entraînement révolutionnaire est bien plus lent en province qu'à Paris où de vieilles et profondes traditions révolutionnaires devaient se retrouver et s'exprimer par et pour notre Parti communiste dans le cadre du travail énergique et intelligent de la fédération de la Seine.

Il n'est dans notre pensée aucune intention d'excuser les fautes ou les faiblesses, mais c'est trop d'accuser les militants de province, dévoués à l'Internationale, de faillite communiste.

Henri BARRE.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur